



SITUATION
DES FORÊTS
DU MONDE

2 0 0 3



Avant-propos

Tous les deux ans, la *Situation des forêts du monde* dresse le bilan de l'état des forêts, des grands changements politiques et institutionnels récents et des principales questions se rapportant au secteur des forêts. Cette publication, qui en est à sa cinquième édition, a pour objet d'offrir aux décideurs, aux forestiers, aux gestionnaires des autres ressources naturelles, aux universitaires, à l'industrie forestière et à la société civile des informations à jour et fiables.

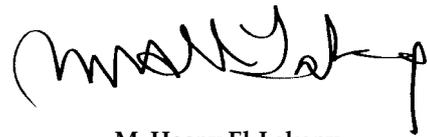
Des discussions aussi riches que stimulantes ont eu lieu sur la scène internationale, dans la foulée des préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD). Le récent ralentissement de l'économie mondiale a eu une dynamique propre, qui contraint les secteurs forestiers à en absorber les répercussions.

Le choix, parmi les nombreuses options possibles, des thèmes de cette édition de la *Situation des forêts du monde* a été délicat. Animés d'un esprit de collaboration, nous avons légèrement revu l'approche adoptée par le passé et demandé à des rédacteurs extérieurs de réaliser des chapitres entiers consacrés aux grandes questions. Cette démarche a bénéficié de l'apport d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales de premier plan, ainsi que de personnes qui y ont contribué en leur nom propre, autant d'éléments qui sont venus s'ajouter aux analyses et aux articles rédigés par le personnel de la FAO. Cette diversité des apports s'inscrit parfaitement dans le thème de la *Situation des forêts du monde 2003* – «partenariats en action» – et traduit la façon dont doit fonctionner le secteur forestier dans l'environnement actuel.

Nous nous sommes efforcés d'aborder nombre de sujets qui revêtent une pertinence toute particulière pour les débats en cours au sein des instances internationales. La première partie présente les faits nouveaux et les domaines qui recueillent actuellement l'attention en matière de ressources forestières; la gestion, la conservation et la valorisation durable des forêts; le cadre institutionnel; et le dialogue international sur les politiques forestières. La seconde partie comprend cinq chapitres, dont chacun approfondit un thème en particulier. Le premier examine les liens entre forêts et lutte contre la pauvreté, un sujet qui fait aujourd'hui l'objet d'intenses discussions en raison d'un regain d'intérêt pour une étude de la capacité des forêts à apporter des changements positifs. Le deuxième chapitre relève l'importance des forêts pour la gestion des ressources en eau douce, dont le manque devient un problème urgent, comme le montre le choix de l'ONU de déclarer 2003 Année internationale de l'eau douce. La manière dont l'utilisation durable des forêts contribue à la conservation de la diversité biologique est l'objet du troisième chapitre, qui vient compléter les débats en cours qui sont quelquefois des controverses. Le quatrième chapitre traite des questions relatives aux déséquilibres entre les capacités scientifiques et technologiques des pays en développement et des pays développés et entre les différentes branches du secteur forestier. Le dernier chapitre, qui décrit les tendances en matière de politiques fiscales pour les forêts, fait une place toute particulière à l'Afrique. Les ravages du VIH/SIDA sont eux aussi mis en exergue, tout comme les conclusions de l'Étude prospective de la FAO sur le secteur forestier en Afrique, publiée récemment.

Pour trouver un équilibre entre les nombreux sujets importants et leur rendre justice malgré les contraintes de longueur, il a fallu en aborder certains de manière générale plutôt qu'exhaustive. Nous espérons qu'ils seront traités de façon plus approfondie dans les prochaines éditions de la *Situation des forêts du monde*.

Le Département des forêts de la FAO est heureux de présenter la *Situation des forêts du monde 2003* et espère que les lecteurs y trouveront informations et sources de réflexion. Vos commentaires et vos suggestions pour la prochaine édition seront les bienvenus.



M. Hosny El-Lakany
Sous-Directeur général
Département des forêts de la FAO

Table des matières

Avant-propos	iii
Remerciements	vii
Synthèse	viii

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION ET FAITS NOUVEAUX DANS LE SECTEUR FORESTIER

Ressources forestières	1
Evaluation des ressources forestières mondiales	1
Expansion agricole et déboisement	3
Conversion et conservation des mangroves	4
Gestion, conservation et valorisation durable des forêts	12
Rôle des arbres plantés dans les pays en développement à faible couvert forestier: les conclusions de six études de cas	12
Les forêts d'altitude et la mise en valeur durable des montagnes	21
Les forêts et les terres boisées du bassin méditerranéen	22
Coordonner les réponses pour lutter contre les feux de forêt	23
La chasse aux animaux sauvages pour la viande: une menace pour la durabilité de la ressource	24
Faits nouveaux intéressant les forêts et le changement climatique	25
Cadre institutionnel	32
Enseignement forestier: faire face aux nouvelles exigences	32
Décentralisation de l'administration publique des forêts	33
Partage des avantages liés aux forêts	34
La lutte contre l'abattage illicite et le commerce illégal	36
Renforcement des liens intersectoriels en matière de forêts	38
Dialogue international sur les politiques forestières	42
Forum des Nations Unies sur les forêts	42
Partenariat de collaboration sur les forêts	44
Le débat international sur les forêts et la diversité biologique des forêts	45
Le point sur les conventions et accords internationaux relatifs aux forêts	49
Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux	55
Le Sommet mondial pour le développement durable	56

SECONDE PARTIE

THÈMES D'ACTUALITÉ CHOISIS DANS LE SECTEUR FORESTIER

Les forêts et la lutte contre la pauvreté	61
Définition des termes	61
Potentialités et obstacles d'une lutte contre la pauvreté axée sur la forêt	62
Conditions favorables et stratégies	67
Récapitulatif et conclusions	70
L'utilisation et la gestion durables des ressources en eau douce:	
le rôle des forêts	74
Forêts, humidité atmosphérique et rendement hydrique	75
Forêts, inondations et flux de débris	76
Forêts et sédimentation	78
Forêts et qualité de l'eau	79
Les bassins versants: prise en compte des corrélations amont-aval	79
Conclusions et recommandations	81
Comment l'utilisation durable des forêts peut contribuer à la conservation de la diversité biologique	86
Quelques concepts clés de la conservation de la diversité biologique dans le contexte des forêts	86
Questions essentielles que pose la conservation de la diversité biologique des forêts	88
Interface entre la diversité biologique et la gestion durable des forêts	90
Critères et indicateurs de la conservation de la diversité biologique	93
Conclusions	94
La science et la technologie dans le secteur forestier:	
les écarts se creusent, les alternatives diminuent	96
Changement de priorités dans le secteur forestier	96
Elargissement des écarts	97
Réduction des alternatives	101
Dernières observations	106
Régimes fiscaux applicables aux forêts en Afrique: tendances récentes	108
Dépenses publiques consacrées à la foresterie	108
Nouvelles dispositions d'ordre fiscal	113
Recommandations pour améliorer les régimes fiscaux applicables aux forêts	118
Conséquences générales pour le financement de la gestion durable des forêts	120
ANNEXES	
Annexe 1: Sigles	122
Annexe 2: Tableaux	126

Remerciements

La *Situation des forêts du monde 2003* est le fruit d'une vaste collaboration et d'un travail d'équipe entre personnes au sein et à l'extérieur de la FAO. Nous remercions tout spécialement R. McConnell, détachée à la FAO par le Service canadien des forêts, Ressources naturelles Canada. Dans le cadre de ses attributions, elle a compilé et édité le document, travaillant en étroite collaboration avec les rédacteurs et les conseillers.

Nous remercions également J.B. Ball, retraité de la FAO, pour ses conseils, de même que le personnel et les experts-conseils de la FAO qui ont fourni les informations, rédigé des articles ou révisé les projets: H. Abdel-Nour; G. Allard; C. Brown; C.M. Carneiro; F. Castañeda; J. Carle; A. Contreras-Hermosilla; A. del Lungo; J. Douglas; O. Dubois; P. Durst; H. Gregersen; K. Govil; T. Hofer; P. Holmgren; W. Killmann; D. Kneeland; P. Kone; L. Ljungman; M. Malagnoux; M. Martin; A. Mathias; D. Mead; T. Michaelsen; M. Morell; C. Palmberg-Lerche; E. Pepke; F. Romano; V. Sasse; S. Sadio; E.-H. Sène; D. Schoene; P. Sigaud; T. Vahanen; P. van Lierop; S. Walter; A. Whiteman; M. Wilkie; D. Williamson.

La reconnaissance de la FAO va également à celles et ceux qui ont contribué aux chapitres de la seconde partie: W. Sunderlin, A. Angelsen et S. Wunder, du Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR), pour «Les forêts et la lutte contre la pauvreté»; K. Brooks, de l'Université du Minnesota, aux États-Unis, et M. Achouri, de la FAO, pour «L'utilisation et la gestion durables des ressources en eau douce: le rôle des forêts»; J. McNeely, de l'Union mondiale pour la nature (UICN), pour «Comment l'utilisation durable des forêts peut contribuer à la conservation de la diversité biologique»; J. Burley, de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), et C.T.S. Nair, de la FAO, pour «La science et la technologie dans le secteur forestier: les écarts se creusent, les alternatives diminuent»; et A. Whiteman, de la FAO, pour «Régimes fiscaux applicables aux forêts en Afrique: tendances récentes». Merci également à A. Lipkis, TreePeople, qui a présenté l'encadré sur les nouveaux partenariats pour l'aménagement des bassins versants forestiers urbains, de même qu'à C. Danks, pour l'encadré sur la foresterie communautaire aux États-Unis.

La FAO salue le dévouement et les conseils avisés des membres des comités consultatifs internes et externes: M. Coulombe, H. Gregersen, J. Griffiths, C. Holding-Anyonge, D. Kaimowitz, G. Kowero, J.-P. Lanly, M. de Montalembert, C. Oliver, M. Paveri, C. Prins, A. Razak, R. Seppälä, M. Simula, O. Souvannavong et T. Vahanen.

A. Perlis, L. Wearne, B. Moore et le personnel du Service des publications de la FAO ont apporté un soutien pour l'édition et la production. La mise en page et les graphiques ont été faits par F. Dicarolo.

Synthèse

PARTENARIATS EN ACTION

Au fur et à mesure que le dialogue international se poursuit, l'attention se porte sur les mesures concrètes, plutôt que sur les mots. Grâce à des partenariats novateurs et à l'établissement de liens plus solides entre les secteurs, les gouvernements, les organisations et la société civile collaborent plus que jamais en vue de résoudre des problèmes dont l'importance est primordiale pour l'environnement et le développement durable. La lutte contre la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire sont étroitement liées à ces objectifs, et les forêts font partie intégrante de la solution de ces problèmes.

Créé en octobre 2000, le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) tiendra sa troisième réunion en mai 2003 et y cherchera des solutions pour faciliter et promouvoir davantage la gestion durable des forêts dans le monde, notamment par l'application des propositions d'action du Groupe intergouvernemental sur les forêts (IPF) et du Forum intergouvernemental sur les forêts (IFF). Les participants y partageront leurs expériences et les leçons qu'ils auront tirées de leurs démarches visant à surmonter les obstacles.

La *Situation des forêts du monde 2003* présente une vue d'ensemble des principaux faits nouveaux survenus dans le secteur ces dernières années et est axée sur certaines questions importantes.

SITUATION ET FAITS NOUVEAUX DANS LE SECTEUR FORESTIER

Ressources forestières

En 2001, la FAO a publié l'évaluation la plus exhaustive des ressources forestières de la planète jamais entreprise. Depuis la parution de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2000 (ERF 2000), une réunion internationale d'experts a conclu qu'à l'avenir les études de ce type réalisées par la FAO devaient rester générales et donner des informations sur l'éventail des biens et des services forestiers. La *Situation des forêts du monde 2003* est consacrée à deux domaines liés: le rapport entre l'expansion agricole et la déforestation d'une part, et la conversion et la conservation des mangroves d'autre part.

Dans les prochaines années, l'énorme croissance démographique et l'accroissement de la consommation par habitant continueront d'entraîner la mise en culture de nouvelles terres, le plus souvent après déboisement. Il ressort des premiers résultats d'une étude de la FAO que les terres agricoles sont en expansion dans près de 70 pour cent des pays, en recul dans 25 pour cent d'entre eux et à peu près stables dans les 5 pour cent restants. Dans les deux tiers des pays où la superficie des terres agricoles augmente, celle des forêts diminue, mais dans l'autre tiers elle augmente. Dans 60 pour cent des pays où la superficie des terres agricoles diminue, celle des forêts augmente. Pour l'essentiel du reste (36 pour cent), la superficie des forêts est en baisse.

La forte pression démographique sur les zones côtières a conduit à la conversion de nombreuses zones de mangrove à d'autres utilisations, et bon nombre d'études spécifiques ont fait état d'une perte au fil des années. Il semblerait que la déforestation des mangroves se poursuive, quoique le rythme ait légèrement diminué dans les années 90 par rapport aux années 80, qui ont vu une reconversion à grande échelle de la mangrove pour les besoins de l'aquaculture et de l'infrastructure touristique en Asie, dans les Caraïbes et en Amérique latine. La plupart des pays exigent désormais des études d'impact sur l'environnement avant d'approuver les demandes de reconversion à d'autres usages.

Gestion, conservation et valorisation durable des forêts

Les forêts étant des écosystèmes complexes qui requièrent une gestion durable et équilibrée, l'un des plus grands défis contemporains consiste à concilier les priorités souvent conflictuelles de ceux qui en dépendent pour toute une gamme de biens et de services.

Les arbres revêtent une importance primordiale dans les pays à faible couvert forestier, que ce soit en zone urbaine ou en milieu rural. Entre autres fonctions, ils aident à combattre la désertification, à satisfaire les besoins fondamentaux et à protéger la diversité biologique, les cultures, les habitats humains et les bassins

versants. Une synthèse de six études spécifiques réalisées en 2002 dans des pays à faible couvert forestier décrit les défis que ceux-ci doivent relever pour accroître le rôle des forêts artificielles et des arbres hors forêts. Elle donne un aperçu des causes et des effets de la dégradation des forêts, recense les problèmes communs et avance d'éventuelles solutions.

Vingt-huit pour cent des forêts denses du monde sont des forêts d'altitude, et leur importance pour la mise en valeur durable des montagnes a été mise en évidence lors de l'Année internationale de la montagne en 2002. On a également insisté sur la nécessité de mieux comprendre leur rôle dans les écosystèmes de montagne et d'intégrer davantage les politiques générales et les usages en matière de gestion.

Il ressort d'un examen des forêts du bassin méditerranéen qu'il faut prendre des mesures pour diminuer les risques d'incendie dans le nord-est et pour enrayer la déforestation et la dégradation des forêts dans le sud-est.

Dans le cadre d'un effort concerté de lutte contre les répercussions négatives des incendies de forêt, les ministres de l'environnement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ont signé un accord en juin 2002, en vue de consolider la coopération et de renforcer les mesures de prévention dans la région. Sa mise en œuvre complétera les efforts du projet conjoint Fonds mondial pour la nature (WWF) et Union mondiale pour la nature (UICN), visant à mieux faire face aux ravages des incendies de forêt par des réformes des politiques et de la législation.

Dans les forêts tropicales, la chasse non durable d'animaux sauvages pour la viande et d'autres produits continue de susciter des inquiétudes. Les premières données tirées des études en cours viennent étayer les préoccupations selon lesquelles la faune sauvage, en particulier en Afrique, est en net recul, ce qui menace gravement la sécurité alimentaire, les forêts et leur intégrité écologique.

La *Situation des forêts du monde 2003* met en évidence les rôles essentiels des forêts dans le contexte du changement climatique, comme sources de dioxyde de carbone (CO₂), lorsqu'elles sont détruites ou dégradées; indicateurs sensibles d'un changement du climat; sources de biocombustibles susceptibles de remplacer les combustibles fossiles; ou encore, puits à carbone, lorsqu'elles sont gérées de manière durable. Elle relève également les nombreuses autres

questions auxquelles il conviendra de répondre en prévision des négociations pour la prochaine période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto, qui débutera en 2005.

Cadre institutionnel

Ces dernières années, le secteur forestier a subi une transformation radicale, due principalement à des restructurations, à l'évaluation des modes de propriété et à une meilleure reconnaissance des multiples avantages apportés par les forêts. D'ici à 2050, on estime que les particuliers et les collectivités géreront ou posséderont 40 pour cent des forêts de la planète. Il importe toutefois que le soutien fourni aux groupes et aux institutions pour renforcer leurs capacités humaines, matérielles et financières soit à la hauteur, afin que l'on tire parti des opportunités qui s'ouvrent.

L'importance que l'on accorde depuis peu à la protection de l'environnement, à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté nécessite que l'on aborde l'enseignement forestier, entre autres, sous un angle nouveau. Compte tenu de l'évolution actuelle des impératifs, il convient de mettre à jour les programmes d'enseignement et de moderniser les modes de transmission des connaissances. Dans ce contexte, des universités mettent sur pied des consortiums visant à proposer, dans le monde entier, des programmes axés sur des questions précises, en organisant des cours, ateliers, séminaires et conférences.

La décentralisation des pouvoirs et des autres responsabilités dans le secteur forestier devrait considérablement progresser au cours des prochaines années. La *Situation des forêts du monde 2003* recense les initiatives couronnées de succès à ce jour, mais constate également que les changements qui en résultent ne sont pas sans risques et posent de nouveaux problèmes. Pour en évaluer plus précisément les conséquences, on étudie actuellement les conditions qui favorisent ou qui entravent la décentralisation. Ce document met aussi en évidence diverses approches prometteuses dans le partage des avantages, des biens et des services forestiers, ainsi que les problèmes que pose leur adoption.

Les problèmes liés à l'abattage illégal et à la corruption dans le secteur font l'objet de discussions plus ouvertes que jamais. Les gouvernements, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG) poursuivent leurs efforts pour réduire les délits fores-

tiers, tandis que les instituts et les organismes de recherches stratégiques multiplient les analyses de l'ampleur et des conséquences de ces agissements. Partout dans le monde, les débats qui ont lieu augmentent la pression pour que des mesures soient prises.

Les politiques adoptées par les gouvernements dans d'autres secteurs peuvent avoir de profondes répercussions sur la gestion durable des forêts, souvent par des voies inattendues. Inversement, les forêts peuvent servir de point de départ pour résoudre des problèmes qui touchent plusieurs secteurs, comme la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la corruption et les activités illicites. Il importe que la communauté forestière concernée participe à la résolution des problèmes avant toute décision concernant une intervention extérieure susceptible d'avoir des répercussions négatives sur les forêts. Cette démarche nécessite un renforcement des capacités institutionnelles, une délégation de pouvoirs à la société civile et la diffusion des informations les plus récentes pour encourager les changements.

Dialogue international sur les politiques forestières

Avec la création du FNUF en octobre 2000, l'attention se porte désormais sur les questions qui entourent la mise en œuvre de la gestion durable des forêts. Bien que les progrès soient encourageants, il reste à résoudre des problèmes épineux, tels que le financement, le commerce, le renforcement des capacités, le transfert de technologies respectueuses de l'environnement et les dispositifs internationaux futurs. En avril 2001, le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) a été mis sur pied pour épauler le FNUF et intensifier la collaboration des membres au sujet des problèmes forestiers. Moins d'un an plus tard, il a créé, à titre informel, le Réseau du PCF, afin de faciliter les échanges d'informations et d'aider cet organe dans le cadre de ses activités liées au FNUF, notamment en ce qui concerne les propositions d'action de l'IPF/IFF.

Ces dernières années, le débat international sur les forêts et la diversité biologique des forêts a eu pour cadre la Convention sur la diversité biologique (CDB) et le FNUF. Ces deux instances estiment avoir un rôle complémentaire et admettent la nécessité de collaborer. À la lumière des décisions qui viennent d'être prises, les inquiétudes ne font que croître au sujet

d'un éventuel chevauchement des efforts et d'une insuffisance de ressources pour soutenir des programmes de travail d'envergure.

Cette vue d'ensemble du dialogue international sur les politiques forestières dresse un bilan des événements survenus ces dernières années dans le cadre des conventions liées aux forêts et des processus liés aux critères et indicateurs pour la gestion durable des forêts.

Répondant à un appel de la communauté forestière internationale pour que les programmes forestiers nationaux soient considérés comme des moyens importants de résolution des problèmes fondamentaux, un groupe de pays, d'institutions et d'ONG a créé le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux. Ce dernier est axé sur l'échange d'informations, la mise en commun des connaissances et le renforcement des capacités; il vise à établir un lien entre politiques et planification forestières d'une part, et stratégies nationales d'autre part, en particulier celles se rapportant à la lutte contre la pauvreté.

Le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD), tenu à Johannesburg en août/septembre 2002, a admis que les forêts contribuaient largement à la santé de la planète et de ses habitants, en constatant qu'il fallait un engagement politique accru et un renforcement des liens avec les autres secteurs, par l'intermédiaire de partenariats efficaces. Le SMDD a estimé que le FNUF et le PCF constituaient des outils fondamentaux pour faciliter la mise en œuvre de la gestion durable des forêts à l'échelon national, régional et mondial.

THÈMES D'ACTUALITÉ CHOISIS DANS LE SECTEUR FORESTIER

Les forêts et la lutte contre la pauvreté

La capacité des forêts à contribuer à la lutte contre la pauvreté, notamment dans les pays en développement, est une question qui a obtenu un regain d'attention ces dernières années. Souvent, le soutien qu'en retirent les ménages pauvres n'est pas pris en compte dans les statistiques nationales, de sorte qu'il convient d'étudier en profondeur la façon dont les forêts peuvent aider les populations rurales à échapper à la pauvreté, à l'atténuer ou à en sortir. Il faut également chercher à déterminer le point de convergence entre conservation des forêts et lutte contre la pauvreté en tant qu'objectifs stratégiques, et leurs antagonismes.

Les changements susceptibles de favoriser un renforcement du rôle des forêts en matière de lutte contre la pauvreté englobent la décentralisation des pouvoirs et des autres responsabilités; la sécurisation du mode de faire-valoir des forêts; une meilleure gouvernance; de meilleurs débouchés commerciaux; les nouvelles technologies; et une volonté accrue de la société de rétribuer les services environnementaux. Pour profiter au maximum de ces possibilités, il faut entre autres établir un programme d'action axé sur les individus; lever les restrictions réglementaires; créer des partenariats entre les populations pauvres et les entreprises forestières; et intégrer le secteur forestier dans les stratégies de développement rural et de lutte contre la pauvreté.

À l'aube du nouveau millénaire, certaines conditions favorables laissent une place à l'optimisme, même s'il est peu probable que les populations pauvres en profitent de manière significative, si elles n'obtiennent pas un certain niveau de pouvoir et d'influence politique. Ceux qui sont tributaires des forêts naturelles seront aussi ceux qui souffriront le plus de leur disparition et de leur dégradation. Ils peuvent de ce fait jouer un rôle majeur sur le plan de la mobilisation des efforts de conservation. L'élaboration de programmes efficaces dépendra d'une meilleure connaissance des rapports entre les forêts et les moyens d'existence ruraux, des solutions permettant d'accroître les revenus tirés des forêts et de l'importance des enjeux transversaux et des tendances politiques.

Le rôle des forêts dans la gestion des ressources en eau douce

Les mises en garde concernant la raréfaction des ressources en eau douce lancées à la fin du XX^e siècle s'avèrent exactes, à tel point que le manque d'eau en vient à menacer la sécurité alimentaire, la santé humaine et les moyens d'existence. Les forêts peuvent jouer un rôle important en assurant l'approvisionnement en eau douce, mais leur gestion doit compléter celle de l'eau.

Les bassins versants boisés de montagne exigent une attention toute particulière puisqu'ils sont parmi les zones de production d'eau douce les plus importantes de la planète, mais que c'est également là que glissements de terrains, torrents et inondations trouvent leur origine. Même si l'utilisation des terres et

l'eau douce sont indissociables, il est rare qu'elles soient gérées ensemble, malgré les preuves évidentes du lien qui unit l'utilisation des terres et de l'eau en amont et en aval.

Sans être une panacée, les forêts peuvent présenter de véritables avantages économiques et environnementaux, dont la manifestation la plus évidente intervient dans le cadre d'un bassin versant. Considérer l'eau comme un produit économique et non plus comme un bien gratuit peut aboutir à l'adoption de mesures économiques incitatives qui se traduisent par une meilleure gestion. Les politiques générales et les institutions peuvent fournir des incitations et des moyens pour la réalisation des objectifs en matière d'eau douce, tant à l'échelon des bassins versants locaux qu'à celui des bassins fluviaux.

Il est possible de résorber les inégalités entre les payeurs et les bénéficiaires de la réaffectation des ressources en amont et en aval grâce à une coopération intersectorielle et à un élargissement de l'analyse économique. La nouvelle économie de l'eau aidera à justifier la modification de l'utilisation des terres visant à améliorer l'approvisionnement en eau. Par ailleurs, il conviendra de rétribuer comme il se doit les habitants qui améliorent les forêts ou réduisent les pertes en aval grâce à une réaffectation des terres.

Comment l'utilisation durable des forêts peut contribuer à la conservation de la diversité biologique

Les valeurs que la société accorde à l'éventail des biens et des services forestiers ont connu, ces dernières décennies, une évolution d'une rapidité et d'une ampleur sans précédent. Cette tendance va se confirmer, voire s'accroître, ce qui demande une diversification de l'approche de la gestion des forêts. La *Situation des forêts du monde 2003* examine les liens entre l'utilisation durable des forêts et la conservation de la diversité biologique.

Les pratiques forestières n'ont pas nécessairement la même incidence sur les divers éléments de la diversité biologique, puisqu'elles peuvent profiter à certains et nuire à d'autres. Compte tenu du caractère variable des écosystèmes et de l'absence de mesure unique de la diversité biologique, il est extrêmement difficile d'élaborer des indicateurs adaptés pour mesurer les effets des interventions en matière de gestion des forêts, ce qui permettrait d'améliorer les pratiques cou-

rantes. On travaille néanmoins à la conception d'indicateurs susceptibles d'être appliqués au niveau des pays et des unités de gestion des forêts.

Si les populations locales tirent profit des entreprises qui dépendent de l'utilisation durable des ressources forestières, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soutiennent la conservation de ces écosystèmes et de la diversité biologique qu'ils renferment. Une étude menée dans 39 sites en Asie et dans le Pacifique a permis de conclure qu'une stratégie d'entreprise communautaire peut effectivement garantir la conservation des forêts, pour autant qu'elle soit liée à des facteurs extérieurs tels que l'accès aux marchés et que l'entreprise soit en mesure de s'adapter à l'évolution de la situation.

Pour que la gestion durable des forêts englobe la conservation efficace de la diversité biologique, il est nécessaire de s'appuyer sur une action ferme de la part des gouvernements et sur des alliances avec les parties prenantes. L'éventail exact de biens et de services qu'une région boisée donnée fournirait devrait prendre en considération une utilisation équilibrée des ressources sur le plan national et reposer sur le dialogue entre les autorités, le secteur privé, les institutions universitaires, les communautés locales et les ONG.

La science et la technologie dans le secteur forestier

Les progrès scientifiques et technologiques sont primordiaux pour la gestion durable des forêts et pour leur capacité à satisfaire la demande de biens et de services. Cependant, les ressources ne suffisent pas à préserver et à renforcer la capacité de recherche et l'on constate d'importantes disparités entre pays développés et pays en développement, entre secteur public et secteur privé, ainsi qu'entre les différentes branches du secteur forestier.

La capacité de recherche est restreinte dans bien des pays où les forêts pourraient assumer un rôle vital pour le développement durable et l'amélioration des moyens d'existence. Par ailleurs, les investissements visent en général à développer la production et la transformation du bois, de sorte que d'autres fonctions et aspects sociaux de l'écosystème, à l'instar de la lutte contre la pauvreté, sont souvent négligés. Dans beaucoup de pays tropicaux, la plupart des activités forestières concernant un grand nombre de personnes relèvent du secteur non structuré de l'économie, dans

lequel on investit très peu dans la recherche. Cela soulève la question de savoir comment répondre aux besoins des petites entreprises et des communautés locales, compte tenu de l'importance que celles-ci revêtent en fournissant les biens de première nécessité, en créant des emplois et en générant des revenus en espèces.

Si les faiblesses actuelles des activités scientifiques et technologiques du secteur forestier persistent, il est probable que l'on verra se creuser le fossé entre pays développés et pays en développement. De même, il sera difficile d'adopter une gestion durable des forêts de plus grande envergure et d'aborder le nombre croissant de problèmes sociaux et environnementaux liés à l'utilisation des ressources forestières. Une collaboration passant par des réseaux est susceptible d'apporter une valeur ajoutée aux efforts de recherche et de développement. Certains partenariats de ce type permettent d'obtenir des résultats positifs en utilisant efficacement des ressources limitées.

Tendances récentes en matière de régimes fiscaux applicables au secteur forestier en Afrique

Les dépenses publiques pour les forêts sont inférieures en Afrique à celles des autres régions, et le manque de moyens financiers laisse présager que le continent ne connaîtra pas une gestion durable de ses forêts dans un avenir proche. Toutefois, d'aucuns proposent des changements qui pourraient contribuer à une amélioration de la situation: placer l'accent sur les avantages socioéconomiques des forêts; fixer les taxes forestières en s'appuyant sur des critères commerciaux; tendre vers une simplification fiscale; décentraliser la perception des taxes et les dépenses; partager les coûts et les avantages avec les populations locales; et promouvoir le transfert de contrôle et de propriété des ressources forestières vers le secteur privé, y compris vers les communautés locales.

L'ampleur du financement privé de la gestion durable des forêts dépend en grande partie de la rentabilité et des risques afférents aux investissements dans ce secteur. Il pourrait être possible d'encourager le secteur privé à supporter une part non négligeable de cet investissement dans les quelques pays d'Afrique où les entreprises privées sont bien

développées. Cependant, la production est avant tout artisanale et relève du secteur non structuré de l'économie, de sorte qu'il est irréaliste d'attendre des producteurs qu'ils financent une part importante des activités. En conséquence, les autorités publiques et le financement qu'elles assurent vont probablement continuer d'assumer un rôle majeur dans la gestion durable des forêts.

Le VIH/SIDA vient s'ajouter aux problèmes que l'Afrique connaît déjà dans le secteur forestier. Les ressources des ménages vont énormément baisser à mesure que l'infection fera des victimes, rendant par là même les forêts de plus en plus vitales. Le décès de nombreux professionnels et techniciens entraînera la perte de connaissances et de savoir-faire traditionnels. Un taux d'absentéisme élevé au travail et une baisse de la productivité économique restreindront considérablement la capacité de gestion durable des forêts, et l'investissement public dans le secteur forestier diminuera à mesure que des ressources financières précieuses seront affectées à la lutte contre la maladie.

CONCLUSION

Malgré une déforestation rapide dans bien des régions, la mise en œuvre de la gestion durable des forêts de par le monde a progressé de manière régulière et encourageante ces dernières années. Si l'on souhaite néanmoins profiter au maximum des avantages environnementaux, économiques, sociaux et culturels des forêts et des arbres hors forêts, il convient d'accélérer les améliorations. Les progrès scientifiques et technologiques peuvent fortement contribuer à entraîner les changements nécessaires, mais de nouveaux partenariats au sein des secteurs et entre ceux-ci sont peut-être encore plus vitaux pour la recherche de solutions à long terme. Le SMDD a été le théâtre d'un renouvellement des engagements, au niveau politique le plus élevé, visant à rétablir la santé de la planète et à redoubler d'efforts en faveur du développement durable. C'est à la manière dont les dirigeants donneront suite à la Déclaration de Johannesburg et traduiront en actes concrets le Plan de mise en œuvre que l'on pourra évaluer leur volonté d'obtenir des résultats positifs. ♦

